



COMMISSION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE

Soixante-troisième session
17-23 mai 2007
Almaty (Kazakhstan)

**EXAMEN DES RAPPORTS DES ORGANES DÉLIBÉRANTS ET DES RÉUNIONS
INTERGOUVERNEMENTALES, ET APPLICATION DE CERTAINES RÉOLUTIONS
DE LA COMMISSION, NOTAMMENT LA RÉOLUTION 60/1 RELATIVE À LA
DÉCLARATION DE SHANGHAI: GESTION DE LA MONDIALISATION**

(Point 4 c) de l'ordre du jour provisoire)

**PERSPECTIVES RÉGIONALES DANS LES PRINCIPAUX DOMAINES
CONCERNANT LE COMMERCE ET LES INVESTISSEMENTS**

Note du secrétariat

RÉSUMÉ

Le présent document passe en revue les principaux faits intervenus depuis la soixante-deuxième session de la Commission et présentant de l'importance pour les membres et membres associés de la CESAP dans les domaines du commerce et des investissements. Il relève le dynamisme du commerce et des investissements, mais signale également une série de problèmes concernant la région. Le processus difficile et fréquemment interrompu des négociations multilatérales joint à la prolifération constante des accords commerciaux bilatéraux a donné lieu à d'importants problèmes de politique dans la région. Le document fait valoir également que les efforts de libéralisation du commerce et des investissements devraient s'accompagner de mesures plus vigoureuses aux niveaux national et régional pour faciliter les échanges et créer un environnement réglementaire propice aux affaires. La rationalisation d'accords multiples et leur intégration dans un cadre commun faciliterait le commerce et les investissements tout en renforçant les chaînes logistiques régionales et mondiales. L'analyse présentée tient compte des problèmes mis en évidence dans la résolution 62/6 de la Commission, en date du 12 avril 2006.

La Commission est invitée à donner de nouvelles directives au secrétariat sur ces questions et pour ses travaux futurs.

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
Introduction.....	1
I. PRINCIPAUX FAITS INTERVENUS DANS LA RÉGION	1
A. Progrès de l'intégration de la région de la CESAP à la production, au commerce et aux investissements mondiaux	1
II. LES DÉFIS AUXQUELS LA RÉGION EST CONFRONTÉE	4
A. Le Programme de Doha pour le développement: faire progresser le multilatéralisme grâce à un partenariat mondial plus fort.....	4
B. Développer le commerce préférentiel pour la coopération Sud-Sud.....	7
C. Rationaliser l'intégration économique régionale par un processus de consolidation...	14
D. Favoriser la concurrence commerciale grâce à une meilleure efficacité.....	15
E. Créer et développer les chaînes logistiques régionales partout dans la région.....	18
III. PROPOSITIONS DU SECRÉTARIAT ET QUESTIONS PORTÉES À L'ATTENTION DE LA COMMISSION	20
Annexe. Résumé des réponses reçues de 18 membres et membres associés de la CESAP sur l'application de la résolution 62/6 de la Commission	23
Tableau 1. Accords commerciaux régionaux – aperçu comparatif de leurs principales caractéristiques	11

LISTE DES FIGURES

1. Augmentation du nombre des accords commerciaux en Asie et dans le Pacifique	8
2. Accords commerciaux régionaux: délais d'application.....	8

Introduction

1. Le commerce et les investissements ont continué de jouer un rôle important pour la promotion de la paix et du développement dans la région de la CESAP. Le présent document passe brièvement en revue les principaux faits intervenus récemment dans la région dans les domaines du commerce et des investissements. Il note le dynamisme du commerce et des investissements tout en mettant en évidence une série de problèmes auxquels la région est confrontée. Il fait valoir que la libéralisation du commerce – qu'elle soit multilatérale, régionale, bilatérale ou unilatérale – est un processus qui doit évoluer progressivement afin que les pays en développement soient en mesure de produire les ressources nécessaires pour réduire la pauvreté et atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement. Le processus difficile et fréquemment interrompu des négociations multilatérales joint à la prolifération constante d'accords commerciaux bilatéraux a donné naissance à d'importants problèmes de politique générale pour la région. Le document fait également valoir que les efforts de libéralisation du commerce et des investissements devraient s'accompagner de mesures plus vigoureuses aux niveaux national et régional pour faciliter les échanges et créer un milieu réglementaire propice aux affaires. La rationalisation d'accords multiples et leur intégration dans un cadre commun faciliterait le commerce et les investissements tout en renforçant les chaînes logistiques régionales et mondiales. L'analyse figurant dans le présent document tient compte des problèmes mis en évidence dans la résolution 62/6 de la Commission en date du 12 avril 2006. Sur la base de cette analyse, sont proposées en conclusion diverses mesures que le secrétariat pourrait prendre pour poursuivre l'application de la résolution. Les coauteurs de la résolution ont tenu des consultations dont les résultats figurent en annexe. La Commission est invitée à donner ses directives sur ces questions.

I. PRINCIPAUX FAITS INTERVENUS DANS LA RÉGION

A. Progrès de l'intégration de la région de la CESAP à la production, au commerce et aux investissements mondiaux

2. Avec la rapide expansion du produit intérieur brut (PIB) dans presque toutes les sous-régions de la CESAP en 2005 et 2006, et malgré les cours élevés du pétrole, une série de catastrophes naturelles et des troubles politiques, l'opinion prévaut de plus en plus que la région est en mesure d'exploiter la trilogie commerce, développement et paix pour entrer dans un cercle vertueux qui ouvrira la voie à un siècle de prospérité pour l'Asie et le Pacifique.

3. Si la Chine a poursuivi sa croissance au rythme supérieur à 10 devenu pour elle habituel (la croissance du PNB ayant dépassé 10 pour cent pour la quatrième année consécutive), l'Inde a aussi continué à progresser fermement, à un taux annuel de plus de 8 %. À cela s'est ajoutée la performance d'un grand nombre d'économies plus petites mais dynamiques comme le Cambodge, la Mongolie, la République démocratique populaire lao et le Viet Nam, ce qui a renforcé le phénomène de «l'usine asiatique», dans tous les secteurs du développement.

4. La région est maintenant à l'origine de 27% des exportations mondiales de marchandises contre 22 % en 1990. Au centre de ce dynamisme se trouve la Chine, qui a réalisé l'exploit de passer de la dixième à la troisième place des nations commerçantes du monde, surpassant les économies de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) considérées collectivement. En ce qui concerne les services commerciaux, les résultats ne sont pas moins impressionnants. La région contribue au quart environ du commerce mondial des services, l'Inde étant spectaculairement passée de la vingt-sixième à la onzième place des exportateurs mondiaux au cours des cinq dernières années avec plus de 36 % des exportations mondiales de services.

5. La part des échanges intrarégionaux est en hausse et atteint 51 % contre 47 % en 2000. Il y a lieu de noter cependant qu'elle est moins importante qu'en Europe et en Amérique du Nord, où elle représente respectivement 73 % et 56 %. La région de l'Asie et du Pacifique demeure donc orientée vers l'extérieur et joue un large rôle sur les marchés extrarégionaux. Cette situation renforce encore l'importance des négociations dans le cadre du Programme de Doha pour le développement dont une heureuse issue et des résultats orientés vers le développement auraient pour effet d'accroître pour la région les possibilités d'accès aux marchés extrarégionaux.

6. Quelle que soit l'importance de ces négociations, 2006 s'est révélée être une année au cours de laquelle le processus multilatéral de libéralisation des échanges s'est enlisé, embourbé puis arrêté. Cependant, la pleine reprise des négociations sur une large gamme de questions ayant été annoncée par le Président du Comité des négociations commerciales et Directeur général de l'OMC le 7 février 2007, il se pourrait que les négociations soient entrées dans leurs phases finales et qu'une réelle convergence s'annonce maintenant entre les diverses positions de négociation. Cela dit, les difficultés inhérentes au processus ne seraient être sous-estimées. En conséquence, la région, fidèle à l'esprit de pragmatisme qui la caractérise, s'est lancée avec enthousiasme sur une voie parallèle, qui a abouti à la conclusion de plus de 20 nouveaux accords commerciaux en 2005-2006. Pour de la moitié ces accords étaient de type bilatéral [Base de données sur les accords préférentiels de commerce et d'investissement (BAPCI, 2007)].

7. En 2005-2006, la facilitation des échanges a continué de prendre de l'importance sous l'effet de facteurs tels que les négociations de l'OMC en la matière, mais aussi en raison de l'attention internationale croissante accordée à la sécurité du commerce¹. Dans le monde de l'après 11 septembre 2001, l'interdépendance des économies en voie de mondialisation est devenue véritablement criante. Les vulnérabilités potentielles inhérentes à une chaîne logistique mondiale, dans laquelle les entreprises

¹ Voir par exemple, l'extrait ci-après de la Déclaration de Hanoi adoptée à la 14^{ème} réunion des dirigeants économiques de l'APEC tenue à Hanoi, les 18 et 19 novembre 2006: Reconnaissant l'importance de la lutte contre le terrorisme pour la réalisation des principaux objectifs de l'APEC que sont le libre-échange et les investissements, nous réaffirmons l'importance de l'action anti-terrorisme de l'APEC. Nous soulignons que la sécurité de l'ensemble de la chaîne logistique constitue une priorité pour 2007 et nous nous félicitons de l'étude entreprise par les économies de l'APEC pour rechercher les moyens de faciliter le rétablissement du commerce en cas de perturbations majeures de la chaîne logistique mondiale du fait d'attaques terroristes ou autres calamités (*Key APEC Documents 2006*, Singapour, secrétariat de l'APEC, 2006, p. 7).

externalisent des étapes de leur production dans des zones géographiquement dispersées, sont devenues évidentes dans une série de nouvelles mesures conçues pour assurer la sécurité de cette chaîne. L'objectif était de permettre que les échanges de biens, de services et de facteurs de production s'effectuent dans des conditions de sécurité, de légalité et d'efficacité. La sécurité du commerce est ainsi devenue aussi importante que le libre-échange et, dans une région orientée vers l'extérieur comme l'est celle de l'Asie et du Pacifique, la nécessité d'étroites interactions entre l'une et l'autre se fait plus évidente. Parallèlement, les pressions compétitives se sont intensifiées, ce qui a renforcé la nécessité d'acheminer, de manière rapide et efficace, les échanges intra-industriels tout au long de la chaîne logistique mondiale, les méthodes de production «juste à temps» imposant des réformes en matière de facilitation du commerce. De telles réformes devraient être réalisées aux niveaux national, sous-régional et régional et être compatibles avec les initiatives mondiales. Étant donné cette évolution et les initiatives de facilitation des échanges prises par la CESAP en collaboration avec d'autres organisations, dont l'Organisation mondiale des douanes, l'ASEAN et la Banque asiatique de développement (BAsD), la facilitation des échanges devrait constituer un important point de l'ordre du jour pour le développement dans les années à venir.

8. Pendant la période considérée, l'investissement étranger direct (IED) a continué de constituer l'un des principaux moteurs de la croissance économique et du développement social. En 2005, la région a attiré pour 165 milliards de dollars É.-U. d'IED, soit environ le cinquième du total mondial.

9. De ce montant, les deux tiers environ sont allés à la Chine (72 milliards de dollars É.-U.) et à Hong Kong (Chine) (36 milliards de dollars É.-U.). La sous-région de l'Asie du Sud-Est a reçu 37 milliards de dollars É.-U. répartis comme suit: Singapour (20 milliards), puis l'Indonésie (5 milliards) et la Malaisie et la Thaïlande (4 milliards chacune). Comme à l'accoutumée, l'afflux de capitaux en Asie du Sud a été moins élevé, la sous-région ayant attiré pour 10 milliards de dollars É.-U. d'IED en 2005, dont 70 % sont allés à l'Inde. L'Asie occidentale a connu le taux de croissance le plus élevé pour ce qui est des entrées d'IED. Il convient de noter que plus de la moitié des entrées de capitaux dans la région provenaient de pays en développement appartenant eux-mêmes à la région, à commencer par Hong Kong (Chine) (33 milliards de dollars). En fait, le rôle des économies en développement et en transition comme sources d'IED s'accroît partout dans le monde, en particulier en Asie. Les sorties de capitaux de ces économies, qui étaient négligeables ou faibles jusqu'au milieu des années 80, se sont chiffrées à 133 milliards de dollars É.-U. en 2005, soit environ 17 % du total mondial. Pour 2005, le montant total des ventes des sociétés transnationales des pays en voie de développement est estimé à 1,9 billion de dollars É.-U. et le nombre de travailleurs employés par ces sociétés à 6 millions. En outre, en 2004, cinq sociétés (dont trois sont des sociétés d'État) ayant leur siège en Asie et appartenant à des économies en développement figuraient parmi les 100 principales sociétés mondiales: ces cinq compagnies, Hutchison Whampoa (Hong Kong, Chine), Petroliam Nasional Berhad PETRONAS (Malaisie), le groupe Singtel (Singapour), Samsung Electronics (République de Corée) et China International Trust and Investment Company (Groupe CITIC) (Chine) étaient en tête de la liste des 100 principales sociétés transnationales de pays en développement. Au total 77 des 100 principales sociétés transnationales avaient leur siège en Asie.

10. Les réserves en devises ont aussi reçu une attention accrue en tant que source potentielle de financement pour le développement, d'autant plus que les montants accumulés par certaines économies de la région ont atteint des niveaux sans précédent. Actuellement, Hong Kong (Chine); l'Inde et Singapour possèdent des réserves en devises supérieures à 100 milliards de dollars É.-U.; la Fédération de Russie et la République de Corée, environ 200 milliards de dollars É.-U. chacune; et le Japon plus de 800 milliards. Les réserves en devises de la Chine ont récemment passé le cap du billion de dollars É.-U. Dans certaines de ces économies, ces niveaux sont sensiblement supérieurs à ce que certains économistes jugent généralement nécessaire.

II. LES DÉFIS AUXQUELS LA RÉGION EST CONFRONTÉE

A. Le Programme de Doha pour le développement: faire progresser le multilatéralisme grâce à un partenariat mondial plus fort

11. Comme indiqué ci-dessus, la région de l'Asie et du Pacifique est de toutes les régions en développement du monde celle qui est la plus orientée vers l'extérieur. L'aboutissement des négociations du Cycle de Doha demeure donc sa principale priorité commerciale. Depuis l'adoption en juillet 2004 de l'Accord-cadre de l'OMC, les progrès sont restés limités, puis se sont heurtés à une suspension des pourparlers en juillet 2006. De la façon dont les choses se présentent actuellement, il y a peu de chances que les pourparlers s'achèvent avant l'expiration de l'autorisation accordée au Président des États-Unis d'Amérique (Trade Promotion Authority ou TPA). Malgré tout, un climat politique généralement plus favorable a permis la pleine reprise des négociations de Doha, et les nouvelles perspectives d'issue positive donneront peut-être l'élan voulu pour une extension de la TPA, condition sans laquelle la conclusion, la ratification et l'application des résultats des négociations seraient difficiles, voir impossibles.

12. La suspension des négociations de juillet 2006 semble avoir eu certains résultats positifs. Elle a donné un peu de recul, un délai de réflexion au cours duquel le coût de l'échec est devenu une dure réalité. Tant pour les pays développés que pour les pays en développement, tout changement de système se traduisant par l'abandon de la primauté accordée au système commercial multilatéral se révélerait coûteux, mais pour les pays en développement, le coût serait de loin le plus sévère. Plus un pays est petit et plus il est pauvre, plus il y a de risques qu'il soit encore plus marginalisé dans toute autre forme de libéralisation, qu'elle soit bilatérale, plurilatérale ou régionale. Les arrangements discriminatoires donnent un traitement préférentiel à certains pays par rapport à d'autres, ce qui entraîne une distorsion des échanges. Lorsqu'un traitement préférentiel de ce genre a pour effet d'accroître les échanges, de tels arrangements finissant par jouer en faveur du processus multilatéral, mais il faut qu'il existe un système commercial multilatéral efficace sinon ils risquent de détourner les échanges de la plupart des sources d'approvisionnement efficaces plutôt que de créer de nouvelles possibilités commerciales.

13. En conséquence, la tendance a été plutôt à un regroupement discret et à la reformulation de propositions avec des partenaires plus constructifs en vue de sortir de l'impasse dans le domaine de l'agriculture et des articles manufacturés, principalement entre les États-Unis, l'Union Européenne et des groupes de pays en développement. Pour certains membres de l'OMC, l'amélioration de l'accès au marché des services fait également partie du problème. Un accord de maintien du statu quo est considéré comme un résultat ambitieux des négociations sur les services, les pays développés et les pays en développement s'engageant à confirmer la libéralisation autonome des services entreprises ces dix dernières années.

14. Les négociations sur la facilitation du commerce en revanche ont suivi une voie moins factice – ce qui surprend certains étant donné qu'il a fallu près de 10 ans pour engager les négociations sur la question. Un certain nombre de groupes ayant les mêmes ambitions et présentant en commun des ensembles de propositions sont ainsi apparus, certains constituant des alliances entre pays développés et pays en développement. Dans le cadre de ces propositions, des périodes de transition pour l'adoption de nouveaux engagements de facilitation du commerce ont été acceptées, sous réserve de la fourniture d'une assistance technique suffisante pour renforcer les capacités de mise en œuvre des pays. Le traitement spécial et différencié accordé aux pays en développement va ainsi haut delà de l'octroi classique de périodes de transition (qui existe dans le cadre des accords actuels de l'OMC), la portée et le calendrier des engagements consentis étant étroitement liés à la capacité de mise en œuvre des pays en développement.

15. Les négociations sur la facilitation du commerce ont été centrées sur le principe de la constitution d'un partenariat mondial plus solide, ce qui implique que les partenaires plus faibles sont amenés à accélérer leur évolution en s'appuyant sur la capacité des autres. En ce sens, les négociations de facilitation du commerce ont été saluées comme des négociations dans lesquelles toutes les parties sont gagnantes, et où une approche véritablement ascendante ou dirigée par les membres a eu pour effet de promouvoir le consensus. En fait, au moment de la suspension des négociations de Doha, le texte du projet d'accord sur la facilitation du commerce avait, du point de vue de son acceptation générale, avancé au point où certains ont estimé qu'il pourrait être l'un des premiers résultats positifs des négociations. Cependant, il y a eu consensus pour estimer qu'il ne pouvait progresser davantage en dehors de «l'engagement unique» des négociations de Doha. Les progrès importants réalisés dans ce domaine de travail par rapport aux autres sont devenus une importante raison pour laquelle il était impératif de conclure avec succès le cycle de négociations.

16. On reconnaît aujourd'hui, peut-être davantage qu'auparavant, que les progrès du système commercial multilatéral profiteront à tous, à condition que les résultats soient justes et équitables et prennent en considération les préoccupations de développement des pays en développement. L'avenir de l'OMC, et partant, du multilatéralisme commercial, est lié à cette reconnaissance. Comme on le constate

dans la région de la CESAP, les avantages découlant d'échanges commerciaux plus libres et les moyens de protection du système – en l'occurrence les règles du système commercial multilatéral – ont bien servi par le passé les économies qui y souscrivaient. Cela ne signifie pourtant pas qu'ils continueront ou pourront continuer à le faire à l'avenir. Le climat politique dans lequel ce système opère est en train de se modifier et aussi longtemps qu'on sera à la recherche d'un nouvel équilibre économique et politique, le système se trouvera dans une situation de flux associée à une montée du régionalisme mais aussi du nationalisme. C'est la façon dans le système pourra faire face à ces phénomènes tout en maintenant intacts ses principes fondamentaux et la place faite à l'accès aux marchés qui déterminera son avenir. De nouvelles règles commerciales devront être adoptées, correspondant à une forme de mondialisation moderne ayant ses avantages et ses coûts et dans laquelle les pays en développement deviendront des partenaires de plus en plus influents.

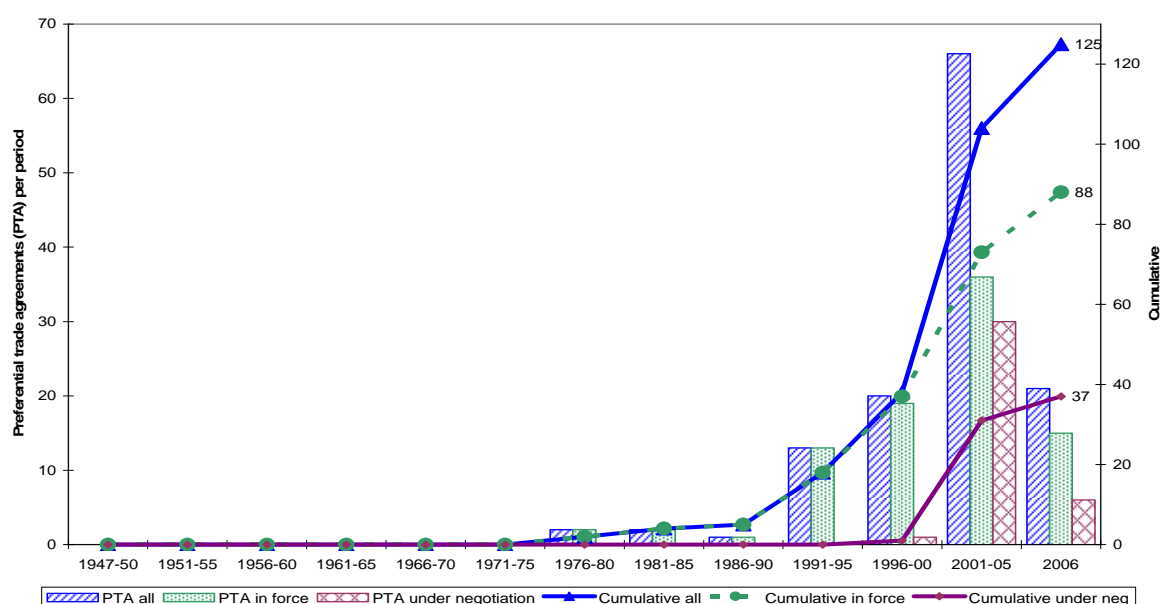
17. De plus, l'aboutissement de négociations véritablement favorables au développement exigera une série de mesures supplémentaires envisagées généralement sous le nom d'«Aide pour le commerce», selon l'accord qui s'est dégagé à la sixième Conférence ministérielle de l'OMC, tenue à Hong Kong (Chine) du 13 au 18 décembre 2005. On s'accorde très largement à reconnaître que les mesures d'aide pour le commerce, outre qu'elles renforcent la capacité d'offre de l'infrastructure commerciale devraient également avoir pour effet d'accroître la capacité des pays à: a) formuler une politique commerciale qui leur soit propre; b) participer efficacement à des négociations commerciales; et c) appliquer avec succès les accords commerciaux. Simultanément, la Déclaration ministérielle adoptée par la Conférence fait bien ressortir que l'aide pour le commerce ne saurait remplacer les avantages qu'aurait pour le développement une heureuse issue du Programme de Doha pour le développement, notamment pour permettre d'obtenir de nouveaux accès aux marchés, ainsi qu'on l'a vu ci-dessus. Toutefois, cette aide peut être un utile complément du Programme de Doha, notamment pour les PMA et les pays en développement qui se heurtent à des obstacles sur le plan de l'offre.

18. Enfin, la région de la CESAP est celle qui compte le plus grand nombre de pays en cours d'accession à l'OMC. En 2007, le premier pays accédant a été le Viet Nam, ce qui constitue un événement important dans l'histoire de l'OMC et renforcera le système, étant donné les dimensions et le dynamisme croissant de l'économie de ce pays. Non moins importante est la crédibilité qu'obtient le Viet Nam, qui démontre ainsi les progrès qu'il a accomplis pour passer en tout juste trois décennies de l'état de pays ravagé par la guerre à celui d'une économie en voie de mondialisation. Précédemment, le Cambodge et le Népal avaient été les premiers PMA à devenir membres de l'OMC, ouvrant ainsi la voie à d'autres adhésions. Tonga et Vanuatu avaient achevé antérieurement leur procédure d'adhésion, mais la ratification interne est encore en cours. Le Bhoutan devrait adhérer à l'OMC dans l'avenir proche. Après l'accession à l'OMC, de l'Arménie, de la Géorgie et du Kirghizistan, d'autres économies en transition d'Asie centrale et du Caucase ont également fait de grands progrès sur la voie de leur admission à l'OMC, et avec l'accession imminente de la Fédération de Russie, d'autres économies d'Asie centrale suivront.

19. Les pays accédant à l'OMC ont tous consacré d'importantes ressources politiques, administratives et financières à la préparation de leur adhésion, généralement pendant une période d'une dizaine d'années. De même, les membres en développement de l'OMC ont également consenti d'importants investissements pour développer leurs capacités commerciales. Tous ont porté leurs espoirs sur le commerce pour sortir de la pauvreté. Étant donné que le développement est au cœur du Cycle de négociations de Doha, tant dans la désignation officielle du programme que dans l'esprit qui l'anime, une énorme responsabilité incombe en particulier aux grands partenaires commerciaux, qui doivent faire en sorte que les travaux soient couronnés de succès et débouchent sur un ensemble de mesures appropriées pour le développement. La réalisation d'un partenariat mondial plus fort, grâce à la responsabilité mutuelle, selon l'objectif n° 8 du Millénaire pour le développement, est essentielle pour maintenir la crédibilité du multilatéralisme et de l'OMC en particulier.

B. Développer le commerce préférentiel pour la coopération Sud-Sud

20. La région de l'Asie et du Pacifique a, comme un certain nombre d'autres, favorisé le système préférentiel de libéralisation des échanges. Actuellement, les économies de la CESAP appliquent entre elles et avec d'autres économies du monde plus de 80 accords commerciaux. La figure 1 indique les tendances à cet égard au cours des cinquante dernières années. Si le passage au système préférentiel a débuté comme un moyen complémentaire de libéralisation, parallèlement à la libéralisation multilatérale des échanges, il semble de plus en plus que cette formule ait tendance à se substituer au multilatéralisme. Le nombre d'accords commerciaux préférentiels (accords tant régionaux que bilatéraux) faisant intervenir un membre ou membre associé de la CESAP, actuellement en vigueur ou en cours de négociation, se chiffre à 125 en février 2007 d'après la base de données Asie-Pacifique sur les accords préférentiels de commerce et d'investissement, qui est l'instrument par lequel le secrétariat de la CESAP suit la situation. Cependant, en examinant de plus près ces accords, on constate aussi qu'ils varient considérablement par la portée et la profondeur des engagements de libéralisation qu'ils comportent et à d'autres égards encore. Rares sont les accords qui comportent une liste négative, alors que nombreux sont ceux qui reportent la libéralisation complète à la fin de la période couverte, généralement à l'échéance de 10 ans. Le tiers seulement d'entre eux contiennent des dispositions de facilitation du commerce tandis que dans bien d'autres cas cet aspect n'est traité que marginalement. De même, seuls un petit nombre d'accords ont été signés et ratifiés et sont en cours d'application. De plus en plus, ces accords font l'objet de longues périodes de «gestation», accompagnées d'incertitudes quant à leurs possibilités d'application (voir figure 2). Les raisons, qui sont généralement d'ordre interne, varient: elles peuvent être de nature technique, liées par exemple aux préoccupations d'un secteur industriel particulier à l'égard des règles d'origine; elles peuvent aussi être politiques et liées par exemple à un changement d'administration ou d'orientation des politiques; elles peuvent enfin être économiques, et en rapport avec les effets de la libéralisation sur les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre.

Figure 1. Augmentation du nombre des accords commerciaux en Asie et dans le Pacifique

Preferential trade agreements (PTA) per period = Accord commerciaux préférentiels (ACP) par période

PTA all = ACP: total

PTA in force = ACP: en vigueur

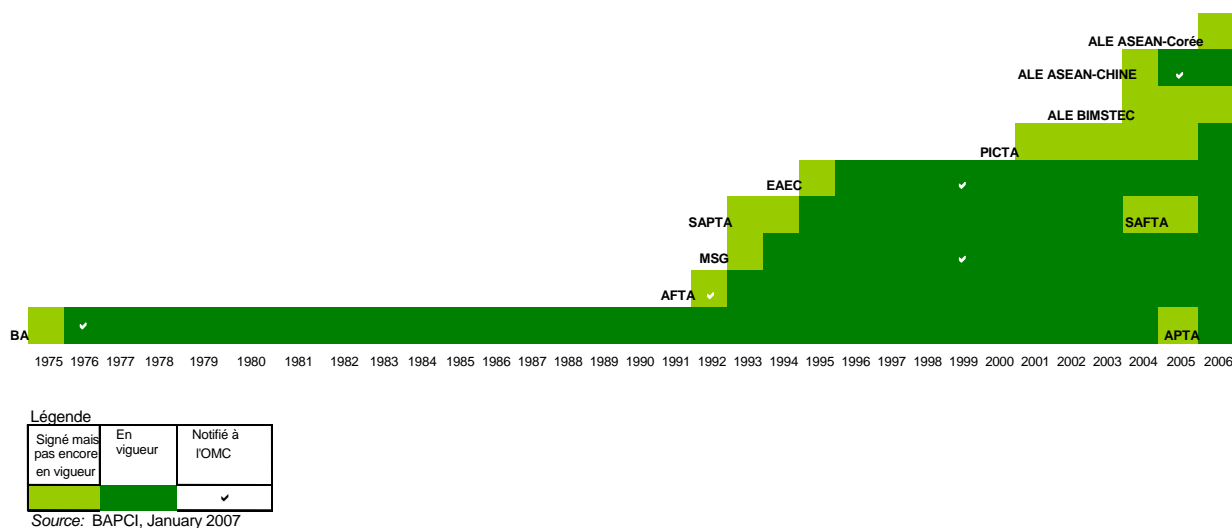
PTA under negotiation = ACP: en cours de négociation

Cumulative all = Total

Cumulative in force = Total en vigueur

Cumulative under neg = Total en cours de négociation

Source: Base de données Asie-Pacifique sur les accords préférentiels de commerce et d'investissement (BAPCI), février 2007

Figure 2. Accords commerciaux régionaux: délais d'application

Acronymes:

AFTA-ASEAN	Accord de libre-échange de l'ASEAN (Brunei Darussalam, Cambodge, Indonésie, Malaisie, Myanmar, Philippines, République démocratique populaire lao, Singapour, Thaïlande et Viet Nam)
APTA	Accord commercial Asie-Pacifique (Bangladesh, Chine, Inde, République de Corée, Sri Lanka)
BA	Accord de Bangkok (Bangladesh, Inde, République démocratique populaire lao et Sri Lanka)
ALE BIMSTEC	Accord de libre-échange de l'Initiative de la Baie du Bengale pour la coopération technique et économique multisectorielle (Bangladesh, Bhoutan, Inde, Myanmar, Népal, Sri Lanka et Thaïlande)
EAEC	Communauté économique (Belarus, Fédération de Russie, Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, Tadjikistan)
MSG	Groupe de pays mélanésien fers de lance (Fidji, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Vanuatu)
PICTA	Accord sur le commerce du Forum des îles du Pacifique (Fidji, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Vanuatu)
SAFTA	Zone de libre-échange d'Asie du Sud (Bangladesh, Bhoutan, Inde, Maldives, Népal, Pakistan, Sri Lanka)
SAPTA	Arrangement commercial préférentiel sud-asiatique (mêmes membres que le SAFTA)

21. La principale caractéristique du régime de préférence dans la région et qu'il est induit par le bilatéralisme (environ 70 % des accords figurant dans la Base de données sur les accords préférentiels de commerce et d'investissement). Parmi les accords commerciaux régionaux, quelques-uns se démarquent, l'Accord de libre-échange de l'ASEAN est maintenant opérationnel et, au douzième Sommet de l'ASEAN tenu à Cebu (Philippines) du 12 au 15 janvier 2007, les dirigeants de l'ASEAN ont avancé à 2015 au lieu de 2020 la date de mise en place d'une communauté économique de l'ASEAN. L'ASEAN applique activement des mesures de réforme en matière de facilitation du commerce, les leçons tirées d'autres accords commerciaux régionaux ayant montré que l'on n'obtiendrait pas les avantages escomptés de la libéralisation en l'absence de mesures rigoureuses de facilitation du commerce. L'un des principaux projets de cette organisation concerne l'établissement du Guichet unique de l'ASEAN, système qui doit accélérer le dédouanement des importations en permettant de ne présenter les données qu'une fois, de les traiter par une seule opération et de les soumettre à une seule décision pour autoriser le dédouanement. La nomenclature tarifaire harmonisée de l'ASEAN est un autre exemple de normalisation portant sur une nomenclature douanière à huit chiffres.

22. Un autre fait intéressant est la relance de pourparlers régionaux groupés dans le cadre de l'ASEAN+3². L'Accord-cadre ASEAN-Chine de coopération économique globale est devenu un accord de libre-échange qui, lorsque qu'il sera pleinement appliqué d'ici à 2015, constituera de loin le plus vaste et le plus complet des accords de libre-échange jamais conclus dans la région de l'Asie et du Pacifique. En outre, l'ASEAN a signé avec la Chine un accord sur le commerce des services au début de janvier 2007. Des progrès ont été réalisés en ce qui concerne l'Accord de libre-échange Inde/ASEAN, dont la signature devrait intervenir très prochainement. En 2006, les membres de l'ASEAN, à l'exception de la Thaïlande, ont signé un accord de libre-échange avec la République de Corée. L'ASEAN négocie actuellement un accord de libre-échange avec le Japon et un accord commercial pour des relations économiques plus étroites avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande. L'ASEAN est également en négociation avec les États-Unis et plus récemment l'Union européenne, ce qui fait d'elle l'un des groupements les plus intéressants du monde. Cependant, à la base de toutes ces activités ASEAN+X+X+X, figure une série d'accords commerciaux bilatéraux soit déjà en cours d'application soit à différents stades de négociation, dans lesquels le Japon tient une place importante (par exemple Thaïlande-Japon, Philippines-Japon, Singapour-Japon, Malaisie-Japon et Indonésie-Japon) mais néanmoins non exclusive (États-Unis-Thaïlande, États-Unis-Singapour, accord Thaïlande-Chine sur les fruits et légumes et Australie-Thaïlande). La question reste de savoir comment ces accords bilatéraux, qui comportent dispositions spécifiques conclues entre deux partenaires à un accord bilatéral, pourront être multilatéralisés au niveau de l'ASEAN, la multilatéralisation ayant invariablement pour effet de réduire les avantages bilatéraux. La question se pose aussi de savoir s'il est possible de fixer des règles d'origine commune alors que ces accords sont conçus en fonction des relations économiques entre les deux partenaires à l'accord bilatéral.

23. L'Asie du Sud suit de près l'Asie de l'Est quant au nombre d'accord commerciaux préférentiels négociés et signés, mais nombre de ces accords sont de moindre portée et ne sont peut-être pas

² L'ASEAN+3 comprend les 10 membres de l'ASEAN plus la Chine, le Japon et la République de Corée.

intégralement appliqués. Outre un accord commercial bilatéral entre l'Inde et Sri Lanka, un accord instituant une zone de libre échange en Asie du Sud (SAFTA) a pris effet le 1^{er} janvier 2006, bien que son application souffre des retards dans certains domaines. En ce qui concerne la facilitation du commerce, l'Article 3 de l'accord du SAFTA prévoit que les États contractants s'engagent sur la voie de la réforme en matière de facilitation du commerce. Cela comprend notamment de vastes plans pour intégrer plus étroitement les systèmes de transport et harmoniser les normes dans la région. Les pays membres de l'Initiative de la Baie du Bengale pour la coopération technique et économique multisectorielle (BIMSTEC) doivent encore s'entendre sur le texte d'un accord de libre échange et d'une série commune de règles d'origine préférentielles. Cependant, la libéralisation prévue dans le projet d'accord de libre échange est vaste, porte sur les biens, les services et les investissements et s'appliquerait intégralement à l'horizon 2017. Le texte traite de la facilitation du commerce dans une perspective qui dépasse les seules questions douanières (Article 6), et porte notamment sur les accords de reconnaissance mutuelle; les normes d'évaluation de la conformité et normes techniques; le financement du commerce; le commerce électronique; la délivrance de visas et la facilitation des voyages d'affaires. Les problèmes rencontrés pour finaliser le texte suscitent certaines interrogations quant à ses possibilités d'application.

24. Les petits États insulaires du Pacifique ont institué un programme régional de facilitation du commerce qui vise à améliorer leurs capacités dans les domaines des douanes, de la quarantaine ainsi que des normes et de la conformité. L'Accord commercial entre les pays insulaires du Pacifique (PICTA) étant entré en vigueur en 2006, la combinaison de mesures d'ouverture des marchés et de facilitation du commerce pourrait être particulièrement efficace pour stimuler la croissance des échanges commerciaux et des investissements dans la région du Pacifique.

25. En comparaison, l'Accord commercial Asie-Pacifique (APTA) précédemment connu sous le nom d'Accord de Bangkok, qui est le plus ancien accord commercial de ce type conclu dans la région, se distingue de diverses manières de nombre d'autres accords commerciaux. Tout d'abord, il comporte une série de règles d'origine commune relativement simple et souple. Deuxièmement, il est pleinement opérationnel bien que les engagements de libéralisation pris soient encore de portée limitée (voir tableau 1 et figure 2). Troisièmement, ses membres appartiennent à différentes sous-régions et comprennent, outre l'Inde, des géants économiques tels que la Chine et la République de Corée et des pays parmi les moins avancés comme le Bangladesh et la République démocratique populaire lao. La valeur des échanges entre membres de l'APTA a atteint 274 milliards de dollars en 2005, ce qui montre son énorme potentiel notamment en comparaison d'autres groupements régionaux (voir tableau 1). C'est en fait le seul accord commercial régional reliant l'Asie de l'Est et l'Asie du Sud et deux des économies dont la croissance est la plus rapide au monde. Quatrièmement, il comporte des dispositions spéciales et un traitement différencié pour les PMA sous forme de concessions spéciales: marges de préférence plus larges et produits additionnels. Enfin, les pays participants ont accepté d'entamer des négociations sur les procédures de vérification et de certification des certificats d'origine et d'échanger des informations statistiques sur le commerce. La deuxième session du Conseil des ministres de l'APTA doit se tenir à la fin de 2007 à l'invitation du Gouvernement indien.

Tableau 1. Accords commerciaux régionaux – aperçu comparatif de leurs principales caractéristiques

	APTA	AFTA	Accord de libre échange BIMSTEC	SAFTA	Accord de libre échange ASEAN+Chine	Accord de libre échange ASEAN+ République de Corée	Accord-cadre ASEAN-Inde	Accord-cadre ASEAN+Japon
Nombre de membres	6	10	7	7	11	10	11	11
Membres	Bangladesh, Chine, Inde, République de Corée, RDP lao et Sri Lanka	Brunéi Darussalam, Cambodge, Indonésie, Malaisie, Myanmar, Philippines, RDP lao, Singapour, Thaïlande et Viet Nam	Bangladesh, Bhoutan, Inde, Myanmar, Népal, Pakistan, Sri Lanka et Thaïlande	Bangladesh, Bhoutan, Inde, Maldives, Népal, Pakistan et Sri Lanka	Brunéi Darussalam, Cambodge, Indonésie, Malaisie, Myanmar, Philippines, RDP lao, Singapour, Thaïlande, Viet Nam et Chine	Brunéi Darussalam, Cambodge, Indonésie, Malaisie, Myanmar, Philippines, RDP lao, Singapour, Thaïlande, Viet Nam et République de Corée	Brunéi Darussalam, Cambodge, Indonésie, Malaisie, Myanmar, Philippines, RDP lao, Singapour, Thaïlande, Viet Nam et Inde	Brunéi Darussalam, Cambodge, Indonésie, Malaisie, Myanmar, Philippines, RDP lao, Singapour, Thaïlande, Viet Nam et Japon
Signature	1975	1992	Projet de 2004 non signé	2004	2004	2006	2003	2003
En vigueur depuis	1976	1993	-	2006	2005	En attente	2004	2004
Commerce de marchandises des membres en 2005 (milliards de dollars)	273,8	286	16,9	10,6	130,4 (non compris commerce intérieur AFTA)	53,5 (non compris commerce intérieur AFTA et Thaïlande)	21,4 (non compris commerce intérieur AFTA)	148 (non compris commerce intérieur AFTA)
Notification OMC	1976, clause d'habilitation, rapport adopté	1992, clause d'habilitation, Pas d'examen	Pas de notification	Pas de notification	2005, clause d'habilitation À l'examen	Pas de notification	Pas de notification	
Catégorie assignée par l'OMC	Arrangement préférentiel	Arrangement préférentiel	n.d.	n.d.	Accord de libre échange	n.d.	n.d.	n.d.
Type d'accord d'après le texte	Accord commercial préférentiel	Accord de libre échange	Zone de libre échange	Zone de libre échange	Accord de libre échange	Accord de libre échange	Accord-cadre	Accord-cadre
Programmation de l'élimination des droits	Liste positive	Combinaison de liste positive et négative	Liste négative	Liste négative	Liste positive	Liste négative	Liste positive	Liste négative

	APTA	AFTA	Accord de libre échange BIMSTEC	SAFTA	Accord de libre échange ASEAN+Chine	Accord de libre échange ASEAN+ République de Corée	Accord-cadre ASEAN-Inde	Accord-cadre ASEAN+Japon
Rapidité de la libéralisation								
Date butoir pour le libre échange	Non indiquée	2010 pour le groupe ASEAN-6, et 2015 pour le groupe CLMV (Cambodge, Myanmar, RDP lao et Viet Nam)	2012 et 2017 pour les PMA	2012 et 2018	2010 pour le groupe ASEAN-6 (pas au-delà de 2012); 2015 (pas au-delà de 2018) pour le groupe CLMV	2010, 2016 et 2018 pour la filière normale et 2016-2024 pour la filière spéciale	2011-2016	2012 et au-delà pour les nouveaux membres, mais en fonction d'accords bilatéraux de partenariat économique
Portée de la libéralisation immédiate et/ou marge de préférence	4 270 articles (plus 587 pour les PMA), Marge de préférence 26,8% (58,8% pour les PMA).	Sauf pour les produits extrêmement sensibles, réduction tarifaire (jusqu'au niveau de 0 à 5%) appliquée dans le groupe ASEAN-6; en cours pour le groupe CMLV	Néant	Jusqu'à 20% sur 2 ans (30% pour les PMA)	Filière normale – taux entre 5 et 12% dans le groupe ASEAN-6 au 1/1/2007 et 5 à 40% pour les nouveaux membres	Filière normale – taux se situant entre 5 et 13% pour le groupe ASEAN-6 au 1/1/2007, et entre 5 et 50% pour les nouveaux membres	105 produits dans le programme rapide de 2004 à 2007 pour le groupe ASEAN-6, et 111 produits pour lesquels l'Inde accorde des concessions aux nouveaux membres	Néant
Réduction tarifaire prévue	Néant	Pour le groupe CMLV	Néant	De 20 à 0-5% sur une période de 5 ans et de 30% pendant les 8 années suivantes pour les PMA, à raison d'au moins 15% (10% pour les PMA) de réduction tarifaire annuelle	Filière spéciale plafonnée à 400 articles (10% des importations en 2001) et à 500 articles pour les nouveaux membres, les réductions intervenant au plus tard en 2012/2018	Filière spéciale: élimination des tarifs en 2016 au plus tard pour le groupe ASEAN-6, en 2021 pour le Viet Nam et en 2014 pour les membres du groupe CML	Filière normale 2006 à 2011 ou 2016 selon les membres; filière spéciale: pas d'échéance fixée	Néant

	APTA	AFTA	Accord de libre échange BIMSTEC	SAFTA	Accord de libre échange ASEAN+Chine	Accord de libre échange ASEAN+ République de Corée	Accord-cadre ASEAN-Inde	Accord-cadre ASEAN+Japon
Règles d'origine								
Origine du produit – en valeur	Teneur en valeur locale au moins 45% f.o.b. (35% pour les PMA)	Teneur en valeur locale au moins 40% f.o.b.	-	Teneur en valeur locale au moins 40% f.o.b. (30% pour les PMA et 35% pour Sri Lanka)	Teneur en valeur locale au moins 40%	Teneur en valeur locale au moins 40% f.o.b.	-	-
Modification tarifaire nécessaire pour l'origine	Non	Non	-	Oui	Non	Non	-	-
Règles spécifiques concernant certains produits	Non	En négociation	-	Non	En négociation	Non	-	-
Cumul	Régional	Régional	-	Régional	Régional	Régional	-	-

Source: BAPCI, février 2007. Valeurs des échanges calculées à partir de la base de données en ligne COMTRADE (<http://comtrade.un.org/db/default.aspx>): exportations et importations entre les membres pour 2005 (accès à COMTRADE du 19 février 2007).

Abréviations:

AFTA-ASEAN	Accord de libre-échange de l'ASEAN (Brunei Darussalam, Cambodge, Indonésie, Malaisie, Myanmar, Philippines, République démocratique populaire lao, Singapour, Thaïlande et Viet Nam)
APTA	Accord commercial Asie-Pacifique (Bangladesh, Chine, Inde, République de Corée, Sri Lanka)
BA	Accord de Bangkok (Bangladesh, Inde, République démocratique populaire lao et Sri Lanka)
BIMSTEC FTA	Accord de libre-échange de l'Initiative de la Baie du Bengale pour la coopération technique et économique multisectorielle (Bangladesh, Bhoutan, Inde, Myanmar, Népal, Sri Lanka et Thaïlande)
EAEC	Communauté économique (Belarus, Fédération de Russie, Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, Tadjikistan)
MSG	Groupe de pays mélanésien fers de lance (Fidji, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Vanuatu)
PICTA	Accord sur le commerce du Forum des îles du Pacifique (Fidji, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Vanuatu)
SAFTA	Zone de libre-échange d'Asie du Sud (Bangladesh, Bhoutan, Inde, Maldives, Népal, Pakistan, Sri Lanka)
SAPTA	Arrangement commercial préférentiel sud-asiatique (mêmes membres que le SAFTA)

26. La prolifération des accords commerciaux préférentiels est influencée, au moins en partie, par la qualité des entretiens multilatéraux sur le plan tant de la rapidité que de la substance. Plus les progrès sont lents et plus les résultats sont maigres, plus il y a de chances que les pays commerçants, en particulier les grands, utilisent d'autres méthodes pour obtenir les conditions dites de l'OMC++: – relèvement des normes concernant la main-d'œuvre et l'environnement, accès aux achats de l'État, protection de l'investissement et de la propriété intellectuelle notamment. Toutefois une réelle libéralisation continue manifestement à faire défaut dans certains secteurs, en particulier l'agriculture. Il n'est donc pas surprenant que les accords commerciaux bilatéraux en soient venus à faire l'objet d'analyses théoriques plus rigoureuses en même temps que d'un examen public plus approfondi. Par la suite, dans un certain nombre de cas, les négociations ont échoué, alors qu'elles étaient parvenues à un stade avancé. Si le Cycle de Doha se termine et possède la profondeur et la portée suffisantes, il pourrait bien entraîner un processus inverse: au lieu que ce soient les accords préférentiels qui diluent la portée des accords de l'OMC, le Cycle de Doha pourrait en s'achevant éroder les avantages préférentiels que les accords bilatéraux étaient censés apporter, tout en procurant une plus grande prévisibilité et de meilleurs moyens d'application, ce qui éliminerait la nécessité de substituts fondés sur les préférences. Là encore, la solution réside dans la conclusion en temps opportun et à un niveau suffisamment ambitieux du Cycle de Doha – objectif qui demeure encore incertain.

C. Rationaliser l'intégration économique régionale par un processus de consolidation

27. En conséquence, un consensus régional se dégage parallèlement sur la nécessité de mettre de l'ordre dans le «bol de nouilles» selon un processus d'intégration véritablement panasiatique, la formule ASEAN «+» représentant l'axe de cette intégration. Les avis diffèrent quant aux dimensions à donner à cet axe, notamment quant à savoir si l'Australie et la Nouvelle-Zélande devraient faire partie d'une zone de libre-échange d'Asie de l'Est. On s'interroge de même sur l'extension qu'une communauté d'Asie de l'Est devrait avoir vers l'Ouest. Actuellement, l'Accord commercial Asie-Pacifique (APTA) qui est le seul dont les membres appartiennent à la fois à l'Asie de l'Est, à l'Asie du Sud-Est et à l'Asie du Sud, forme la base de ce qui pourrait constituer un processus régional d'intégration. Selon toute probabilité, les deux processus précités progresseront parallèlement, la convergence intervenant plus tard. Simultanément, si la promotion de la coopération économique régionale est généralement considérée comme souhaitable et représente l'un des principaux mandats de la CESAP, la notion d'«intégration économique régionale» suscite quelques préoccupations dans certains pays dans la mesure où une intégration étroite nécessite l'harmonisation des politiques nationales; une telle évolution risque donc d'être prématurée; elle peut également se révéler inefficace lorsque le développement économique est inégal; elle limite la marge de manœuvre politique et peut porter atteinte à la souveraineté politique nationale. En revanche, l'intégration économique régionale peut être conçue comme un processus à différents niveaux, depuis l'accord commercial préférentiel (l'APTA par exemple) jusqu'à une union économique complète (telle que l'Union européenne). La difficulté est de trouver un bon équilibre entre la souveraineté nationale et la cohésion politique tout en optimisant les avantages économiques qu'offrent l'abaissement des barrières commerciales et l'harmonisation des politiques économiques.

À cet effet, et à titre de première mesure, le secrétariat a entamé des travaux visant à élaborer des cadres communs qui aideraient à consolider et harmoniser les nombreux accords commerciaux régionaux de l'Asie et du Pacifique en vue de parvenir à un niveau d'intégration économique régionale qui optimiserait le bien-être économique sans compromettre indûment la souveraineté et l'unité politique.

28. Il serait possible de réaliser certains progrès en lançant le processus de consolidation dans les domaines où les inconvénients d'une situation non harmonisée apparaissent clairement – par exemple les règles d'origine, l'investissement ou les normes. Tout récemment, des mesures d'harmonisation des règles visant à réduire le coût de transaction pour les entreprises ont été examinées à la Réunion des dirigeants économiques de l'APEC tenue à Hanoï les 18 et 19 novembre 2006. Les dirigeants se sont engagés à mettre au point un ensemble de mesures types destinées à servir de base de travail aux équipes de négociations commerciales d'ici à 2008. Le secrétariat de la CESAP pourrait faire fond sur ces approches et y intéresser ceux de ses membres qui ne font pas partie de l'initiative de l'APEC. Cette approche portant sur de grands ensembles faciliterait une trajectoire accélérée sur la voie de compatibilité avec l'OMC et de la libéralisation multilatérale. La proposition relative à la simplification des règles d'origine soumise par les PMA au Groupe de négociation de l'OMC sur l'accès aux marchés, ainsi qu'à d'autres comités de cette organisation (TN/CTD/W/30, TN/MA/W/74, TN/AG/GEN/20) représente une autre approche intéressante pour les travaux à entreprendre. L'APTA et ses dispositions, en particulier ses règles d'origine communes pourrait offrir une base de référence utile pour faire progresser cette démarche. Cet accord pourrait en fait favoriser la conversion de l'approche fragmentaire actuelle en une approche régionale plus cohérente étant donné qu'il est un des rares accords commerciaux à être ouvert à toutes les économies en développement de la région et le seul dont les membres représentent tous les niveaux de développement et toutes les sous-régions de l'Asie.

29. Un exemple intéressant que la Commission pourrait étudier plus avant est celui de l'Accord de libre échange d'Europe centrale, qui constitue le premier exemple au monde de la consolidation d'accords commerciaux bilatéraux en un accord commercial régional unique (32 accords bilatéraux en l'occurrence). Cet accord unifie et modernise les règles de la région en matière de commerce et comporte des dispositions modernes en matière de concurrence, d'achats de l'État et de protection de la propriété intellectuelle. Il favorise la convergence des règles commerciales pertinentes, notamment en ce qui concerne les normes industrielles et sanitaires ou phytosanitaires, en même qu'un système unique simplifié de règles d'origine (et autres règles) facilite le commerce à l'intérieur de la région.

D. Favoriser la concurrence commerciale grâce à une meilleure efficacité

30. Comme on l'a vu ci-dessus, dans le système moderne de chaîne logistique, qui comporte des opérations «juste-à-temps», les mouvements des marchandises et des services sont souvent ralentis par l'inefficacité des procédures douanières et d'autres procédures administratives et par une des procédures bureaucratiques excessives. Il en résulte de sérieux retards de livraison des marchandises, un coût accru des transactions et parfois une perte de compétitivité.

31. Il importe de noter que la plupart des articles manufacturés d'exportation comportent une part importante d'éléments importés. Cela est particulièrement vrai dans les industries manufacturières caractérisées par un partage international de la production. L'électronique et l'habillement par exemple possèdent généralement des réseaux internationaux complexes de production dans lesquels la ponctualité des livraisons est d'importance capitale. En 2001, les composants importés entraient pour 32 % dans la valeur des exportations du secteur électronique en Chine, pour 55 % en Thaïlande et pour 72 % aux Philippines. Dans le secteur de l'habillement, les composants importés représentaient 43 % des exportations à Sri Lanka, 40 % au Viet Nam et 38 % aux Philippines, pour ne citer que quelques exemples. Cela signifie que le délai d'exécution des importations est tout aussi important que celui des exportations. La réduction des délais de livraison est donc particulièrement importante dans le commerce moderne, étant donné la tendance à l'adoption de systèmes de production juste-à-temps, qui permettent aux entreprises de délocaliser géographiquement certaines étapes de production.

32. Dans une étude faite en janvier 2006³ par la Banque mondiale, on a observé l'activité de 345 transitaires et fonctionnaires des ports et des douanes travaillant dans 126 pays, et examiné en particulier quatre étapes des procédures d'exportation: activités et inspections avant l'expédition; transport et manutention intérieurs; manutention portuaire et procédures douanières. L'étude montre que le temps nécessaire pour amener au port le plus proche un conteneur destiné à l'exportation, y compris toutes les formalités douanières, administratives et portuaires, est en moyenne de 25,8 jours en Asie de l'Est et dans le Pacifique, de 31,6 jours en Europe et en Asie Centrale, de 33,6 jours au Moyen-Orient et en Afrique du Nord et de 33,7 jours en Asie du Sud. Si on examine de plus près la situation dans certains des pays qui font partie de la région de la CESAP, l'étude donne les chiffres suivants: 93 jours pour le Kazakhstan, 66 jours pour la République démocratique populaire lao, 45 jours pour la République islamique d'Iran, 44 jours pour le Népal, 43 jours pour le Cambodge, 39 jours pour le Bhoutan, 36 jours pour l'Inde, 35 jours pour le Bangladesh, 33 jours pour le Pakistan, mais 20 jours en Chine et en Malaisie, 13 jours à Hong Kong (Chine) et 6 jours à Singapour.

33. Il ressort de cette enquête que plusieurs pays de l'Asie et du Pacifique qui appliquent des méthodes commerciales modernes fondées sur la circulation rapide des données et de l'information et sur des procédures simplifiées utilisant des solutions TIC dans toutes la chaîne logistique internationale sont parvenus à réduire les délais. De telles méthodes n'utilisent plus le support papier, font appel à des systèmes de guichet unique exploitant les TIC ou à des systèmes fondés sur l'Internet, ce qui permet un rapide échange de données et d'information par voie électronique. Citons, parmi les sociétés de la région d'Asie et du Pacifique qui exploitent ces systèmes avec succès Dagang Net en Malaisie, TradeNet à Singapour, et TradeLink et le Digital Trade and Transportation Network à Hong Kong (Chine). Ces entreprises peuvent jouer un rôle d'entraînement dans la région et aider les pays voisins à appliquer des systèmes semblables.

³ Simeon Djankov, Caroline Freund et Cong S. Pham. (2006), *Trading on Time*, Banque mondiale, voir http://psdblog.worldbank.org/psdblog/2006/01/trading_on_time.html.

34. Un autre défi auquel est confrontée la région tient à l'évolution de l'environnement commercial après le 11 septembre 2001, dans lequel de nouvelles mesures de sécurité spécialement conçues pour protéger la chaîne logistique mondiale ont été mises en place et appliquées. La préoccupation internationale générale en matière de sécurité a alors engendré diverses initiatives mondiales, régionales et nationales visant à assurer la sécurité des approvisionnements. De nouvelles mesures de sécurité sont en cours d'introduction (Customs-Trade Partnership against Terrorism (C-TPAT); 24-hour Advance Cargo Manifest Rule; WCO Framework of Standards to Secure and Facilitate Global Trade; Container Security Initiative (CSI) et International Ship and Port Facility Security (ISPS) Code). À l'échelon régional, l'APEC a élaboré et approuvé en 2005 l'APEC Framework for the Security and Facilitation of Global Trade. Un règlement de la Commission européenne vise à accroître la sécurité des expéditions à l'entrée ou à la sortie de l'Union et à faciliter les opérations des exploitants qui se conforment à ses dispositions. Ce règlement comporte un cadre permettant de mieux analyser les risques pour des marchandises qui franchissent les frontières de l'Union. À partir du 1^{er} janvier 2008, les opérateurs jugés dignes de confiance («opérateurs économiques agréés») qui respectent certains critères se voient accorder des facilités. À partir du 1^{er} janvier 2009, l'échange électronique d'information avancée entre opérateurs et autorités douanières s'appliquera à toutes les marchandises entrant dans l'Union ou en sortant. Le règlement prévoit également que les autorités douanières échangent électroniquement des informations sur les exportations afin d'accélérer les procédures. Au 1^{er} juillet 2009, les commerçants seront tenus de fournir à l'avance aux autorités douanières des renseignements sur les marchandises qu'ils introduisent sur le territoire douanier de la Communauté européenne ou qu'ils en font sortir.

35. Si l'application et l'observation des nouvelles mesures de sécurité commerciale entraînent des dépenses supplémentaires, il existe un lien étroit entre sécurité du commerce, la facilitation des échanges et la compétitivité des exportations, et les trois éléments peuvent en fait se renforcer. Si la sécurité commerciale doit permettre d'effectuer les échanges dans des conditions sûres, la facilitation du commerce est conçue pour permettre des échanges simples et transparents, reposant sur les principes d'un système commercial ouvert et sur la transparence, la prévisibilité, la légalité, la discrimination et l'élimination des restrictions superflues. Les mesures qui augmentent la sécurité du commerce peuvent aussi accroître la certitude et la stabilité pour l'économie mondiale, accroître la confiance des investisseurs et, partant, faciliter les échanges commerciaux.

36. Dans ce nouveau climat commercial, il est nécessaire que des renseignements commerciaux fiables soient transmis à l'avance. Une documentation mal présentée peut entraîner l'enregistrement de renseignements incorrects et rendre difficile par la suite la vérification de l'information. En outre, elle risque de créer des possibilités de fraude. Des documents normalisés et alignés, ainsi que leur contenu, et des procédures rationalisées de soumission de la documentation peuvent aider à surmonter ce problème. De plus, avec les mesures de sécurité commerciale actuelle, la nécessité de disposer rapidement de documents soumis avant l'expédition, et l'application croissante par les agences douanières de techniques de gestion des risques ont considérablement accru le recours aux techniques

modernes de l'information et de la communication. L'automatisation permet non seulement d'accroître l'efficacité tout en réduisant les coûts de transaction mais offre également moins de possibilités de transactions illégales. L'importance attachée à la sécurité dans la chaîne logistique internationale a servi de catalyseur et a conduit à accorder davantage d'attention aux réformes en matière de facilitation du commerce.

E. Créer et développer les chaînes logistiques régionales partout dans la région

37. En dépit des tendances positives de l'investissement étranger direct dont il a été traité plus haut, tous les pays ne parviennent pas à attirer des montants substantiels par ce moyen. Même pour ceux qui y parviennent, l'investissement étranger direct risque de ne pas suffire à répondre aux énormes besoins de financement du développement. Il importe donc de rechercher d'autres sources à cet effet. Comme on l'a dit précédemment, certaines économies de la région ont récemment amassé d'énormes réserves en devises, ce qui suscite des préoccupations croissantes au sujet des déséquilibres de l'économie internationale. Au moment où il est nécessaire d'accroître le financement du développement dans la région, il existe des sorties continues et croissantes de réserves à destination des pays développés, plus spécialement vers les États-Unis. La tendance des autorités monétaires de certaines économies de la région de maintenir leurs réserves sous forme d'obligations d'État à faible rendement doit être revue à la lumière des besoins croissants de financement du développement. Les méthodes actuelles de gestion n'offrent sans doute pas les meilleurs taux de rendement ou avantages que permettrait d'obtenir la gestion prudente de ces énormes réserves. Le choix des méthodes est toutefois limité par plusieurs facteurs, principalement l'impact d'une modification de la politique sur la valeur des réserves et sur la stabilité monétaire, économique et politique de la région et du reste du monde.

38. Il existe toutefois des signes qui montrent que des efforts sont faits pour rechercher les moyens d'utiliser les réserves de façon plus productive, ainsi que l'indiquent la formation du Government Investment Corporation à Singapour, du Korean Investment Corporation en République de Corée et la possibilité que des institutions analogues soient créées en Malaisie et en Chine. Ces institutions seront chargées d'assurer une gestion plus prudente des réserves étrangères et d'obtenir de meilleurs rendements tout en évitant d'accroître les risques.

39. Le secrétariat de la CESAP fait actuellement une étude sur le thème: les réserves en devises: aperçu des problèmes de gestion dans le contexte de certaines économies asiatiques et options possibles. Les conclusions préliminaires font apparaître un accroissement du niveau de ces réserves et la possibilité de la poursuite de cette tendance, au moins à court terme. Comme on l'a vu précédemment, les méthodes actuelles de gestion n'offrent sans doute pas les meilleurs rendements ou avantages que permettrait d'obtenir la gestion prudente de ces énormes réserves. L'étude présentera certaines réflexions préliminaires destinées à guider la recherche de solutions possibles. Elle comportera ensuite, dans une deuxième partie, un examen approfondi de la gestion active des réserves. On y trouvera des études de cas sur les formules adoptées par les institutions désignées pour améliorer cette gestion. Référence sera faite aux initiatives des organisations internationales travaillant dans ce domaine.

40. Une autre source importante de nouveaux investissements est constituée par les pays en développement eux-mêmes. Traditionnellement, l'investissement étranger direct se faisait à partir des pays développés et à destination des pays en développement. Maintenant toutefois, avec les progrès de la croissance économique, l'acquisition de ressources stratégiques, en particulier les ressources naturelles, l'accès à de nouveaux marchés ou peut-être une meilleure gestion des réserves accumulées ont permis un accroissement substantiel des investissements Sud-Sud.

41. Malgré cela, une analyse plus poussée s'impose pour déterminer les causes réelles de ce phénomène et les possibilités que ces investissements peuvent offrir aux pays en développement bénéficiaires. Le secrétariat vient d'achever un projet d'étude sur les investissements Sud-Sud en Asie du Sud, de l'Est et du Sud-Est. Comme une part importante de l'IED en provenance de l'Asie demeure dans la région, il est utile d'examiner la contribution que la coopération régionale pourrait apporter à l'optimalisation des avantages provenant de ce type d'investissement. Il a été suggéré de donner suite à l'étude précitée en examinant plus en détail les raisons pour lesquelles les investissements Sud-Sud présentent une orientation intrarégionale plus marquée que d'autres formes d'IED et d'identifier les moyens par lesquels la coopération régionale pourrait accroître les avantages qu'offre l'IED pour les pays bénéficiaires.

42. Les progrès de l'intégration des économies dans la région et dans le monde en général ont ajouté plusieurs éléments nouveaux au débat sur les investissements et les échanges commerciaux internationaux, par exemple les préoccupations relatives à l'environnement, les droits de l'homme, les questions de développement liées à la santé et les problèmes de la lutte anticorruption. La notion de responsabilité sociale des entreprises, en tant qu'instrument permettant de traiter ces questions reçoit davantage attention dans le monde depuis quelques années. Pour les pays, comme pour les entreprises, il est peut-être plus facile de bénéficier du processus d'intégration mondiale et régionale lorsque des principes tels que ceux qui sont énoncés dans le Pacte mondial des Nations Unies sont effectivement appliqués.

43. Tous les faits précités ont des incidences significatives pour le secteur privé en général et les petites et moyennes entreprises (PME) en particulier, dans toutes les économies de la région. Pour accroître leur compétitivité sur les marchés régionaux et mondiaux, les économies de la région doivent tenir compte de la capacité d'offre des PME et s'employer à l'accroître. Le succès avec lequel les PME parviendront à répondre aux demandes du marché dépendra pour beaucoup de leur aptitude à s'adapter à la dynamique du marché.

44. Un système infranational d'innovation représente un instrument important pour renforcer la compétitivité mondiale des PME. Un projet qui met l'accent sur l'élaboration d'un cadre politique à cet effet en vue de favoriser l'élaboration de technologies et l'innovation à l'échelon local devrait être achevé en avril 2007. Il a par ailleurs été suggéré de formuler un nouveau projet qui aurait pour objet de renforcer le rôle de la science et de la technologie pour promouvoir la compétitivité des exportations.

45. Le Centre Asie-Pacifique du génie et de la machine agricoles à Beijing a entrepris divers projets et activités de réseautage qui ont pour objectif d'améliorer la productivité et la mécanisation agricoles et la gestion après la récolte en vue de l'obtention d'une valeur ajoutée, et de renforcer les PME exploitant les produits agricoles en même temps que de développer le commerce de ces produits. Le Comité technique du Centre a appuyé à l'unanimité l'initiative tendant à établir un réseau asiatique d'essais du matériel agricole afin d'aider les membres et membres associés à promouvoir la fabrication et la distribution de matériel agricole.

46. Nombreux sont les facteurs qui déterminent la compétitivité internationale dans l'économie mondialisée d'aujourd'hui. Ainsi, les entreprises sont-elles en mesure de présenter des produits/processus/services écologiques?. De la même manière, les questions relatives aux droits de l'homme et aux conditions de travail prendront de l'importance et les entreprises devront examiner comment elles pourront le mieux en tenir compte, par exemple en appliquant les principes de la responsabilité sociale des entreprises (RSE). Cela risque d'être particulièrement difficile pour les PME, qui doivent faire face à de nombreux obstacles avec des ressources limitées. Un projet tendant à accroître la contribution des entreprises au développement durable grâce à l'application plus efficace du Pacte mondial en Asie et dans le Pacifique est prévu; il comportera des consultations avec les parties prenantes et la rédaction d'une stratégie pour le renforcement des réseaux nationaux, puis un travail analytique, y compris l'examen de l'état actuel de la base de connaissances du Pacte mondial, et des recherches sur la justification de la RSE. Le projet traitera enfin des moyens d'appuyer la mise en œuvre effective des normes du Pacte mondial dans les pays et dans les différents secteurs.

47. Une étude intitulée «la réforme du climat des affaires; quel rôle pour la coopération régionale?» a été établie à la demande de la CESAP. Il s'agissait d'examiner la façon dont on pourrait développer les processus d'élaboration, d'application, de suivi et d'évaluation des politiques du secteur public et du secteur privé et assurer leur convergence, en même temps que renforcer la coopération régionale. Les conclusions préliminaires indiquent que la coopération régionale a un rôle à jouer à l'appui de la réforme réglementaire en faveur des entreprises, et qu'il existe déjà un effort en ce sens. Cependant des efforts plus soutenus et l'adaptation des mécanismes appropriés pourraient assurer des gains d'efficacité tangibles dans l'élaboration des politiques et les pays en développement. Pour poursuivre l'examen des possibilités de coopération régionale et surtout identifier les mécanismes possibles, il est prévu d'entreprendre une étude analytique portant sur la réforme du climat des affaires et les modalités de la coopération régionale. Ces deux études donneraient une meilleure idée des possibilités de coopération régionale pour attirer l'investissement étranger direct dans l'intérêt de toutes les économies concernées. Leurs conclusions aideraient à définir les mesures de suivi à envisager et les moyens à mettre en œuvre.

III. PROPOSITIONS DU SECRÉTARIAT ET QUESTIONS PORTÉES À L'ATTENTION DE LA COMMISSION

48. Compte tenu de la situation exposée ci-dessus et des consultations organisées par le Ministère du commerce du Bangladesh pour la mise en œuvre de la résolution 62/6 de la Commission en date du 12 avril 2006 («Gérer la mondialisation par le renforcement de la coopération régionale dans les

domaines du commerce et des investissements»), le secrétariat présente les propositions ci-après en ce qui concerne le commerce et l'investissement. La Commission est invitée à lui donner ses directives à cet égard.

a) Promouvoir le régionalisme comme élément constitutif du multilatéralisme et à cet effet, favoriser l'expansion, l'approfondissement et l'élargissement de l'Accord commercial Asie-Pacifique en tant que mécanisme de promotion des échanges et d'intégration économique au niveau intrarégional. En ce qui concerne la reprise des Négociations du Cycle de Doha, promouvoir la recherche et l'analyse des politiques régionales sur le plan interne et une meilleure compréhension des incidences des engagements futurs, grâce à l'organisation de stages de formation et de concertations politiques entre de nombreuses parties prenantes;

b) Accroître la compétitivité commerciale par la facilitation du commerce et d'autres gains d'efficacité ainsi par le développement des entreprises. Promouvoir l'établissement, aux niveaux régional et sous-régional, d'un réseau des comités et organismes nationaux de facilitation du commerce afin de renforcer la collaboration et le rôle de la science et de la technologie dans la promotion de la compétitivité à l'exportation. Accroître la contribution des entreprises au développement durable grâce à une meilleure application du Pacte mondial;

c) Faciliter l'intégration des PME dans les chaînes de valeur régionales et mondiales en exploitant les résultats des travaux du secrétariat visant à favoriser l'insertion des produits agricoles locaux dans ces chaînes. De l'avis des pays membres participants, ces travaux sont très utiles et viables également pour la réduction de la pauvreté et le développement économique. Le projet, qui intéresse actuellement la sous-région Bassin du Mékong, pourrait être étendu à d'autres sous-régions et à d'autres produits que la pomme de terre;

d) Utiliser le Conseil consultatif des entreprises de la CESAP et le Forum des entreprises de l'Asie et du Pacifique afin de promouvoir la coopération entre le secteur privé et l'ONU à l'appui des objectifs, politiques et activités des Nations Unies en Asie et dans le Pacifique, et offrir une enceinte annuelle pour le réseautage régional des entreprises, la constitution de partenariats et l'établissement d'un dialogue entre les entreprises, les gouvernements et la société civile;

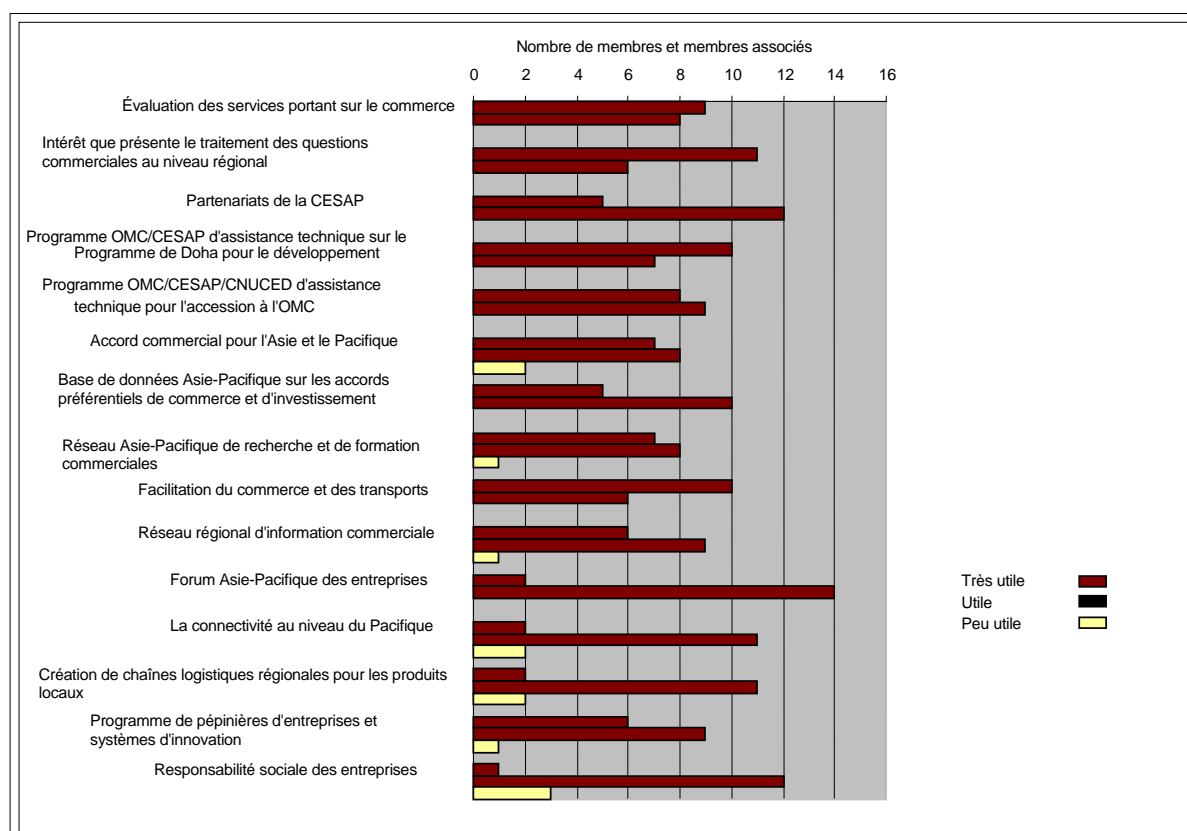
e) Entreprendre des travaux analytiques et normatifs par les moyens suivants:

i) Mettre au point des instruments analytiques, ou plus précisément des indicateurs de performance pour le suivi, l'analyse et la mesure des résultats des accords et arrangements commerciaux préférentiels en vue de mieux comprendre leur contribution au commerce et au développement. Il s'agirait notamment de calculer la part de la région dans les indicateurs commerciaux et d'élaborer des indicateurs de substitution ou additionnels correspondant à l'Objectif n° 8 des OMD;

- ii) Effectuer des recherches et analyses sur les politiques de facilitation du commerce, y compris des études de faisabilité sous-régionales et nationales sur les coûts, avantages et besoins de la facilitation du commerce en vue de présenter une série de recommandations pour la réforme en matière de facilitation du commerce;
- iii) Mettre au point une analyse viable fondée sur un modèle afin de quantifier les avantages des mesures de facilitation du commerce et leurs incidences sur la réduction des coûts et la compétitivité;
- iv) Améliorer les connaissances, partager les meilleures pratiques et suggérer différentes options en matière de développement des investissements et des entreprises: modalités de coopération régionale pour la réforme du climat des affaires; options pour la gestion des réserves étrangères, investissements Sud-Sud; et responsabilité sociale des entreprises.

Annexe

**Résumé des réponses reçues de 18 membres et membres associés de la CESAP
sur l'application de la résolution 62/6 de la Commission**



En 2006, le secrétariat a reçu des demandes précises qui se sont révélées très utiles pour l'aider à programmer ses travaux futurs. Ces demandes portaient notamment sur les questions suivantes: nécessité de coordonner l'assistance technique dans le domaine du commerce par l'intermédiaire d'un cadre multilatéral tel que celui qui est à l'examen au Groupe de travail de l'aide pour le commerce institué sous l'égide de l'OMC; intégration des PMA à l'économie mondiale; nouvelles possibilités d'exportation dans le secteur des services; facilitation du commerce et des investissements; innovation; et rôle des parlementaires dans les négociations commerciales.

- - - - -